



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement et  
du Logement  
de Bretagne

Quimper, le **7 FEV. 2025**

Unité Départementale du Finistère

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

AIOT : 0005500616

Affaire suivie par : Etienne PEQUEREAU

[ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr)

Tél. : 02 90 08 55 09

Réf : ENV-D-25.058

**OBIET** : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

SIDEPAQ – Unité de Valorisation Energétique de Déchets (UVED) du Lumunoch à BRIEC

Demande d'autorisation exceptionnelle de traitement de déchets en provenance d'Ille et vilaine

4 UVED du Finistère

Gestion des situations de tension au niveau régional et des situations de crises

**REF.** : [1] Courrier du SIDEPAQ du 9 décembre 2024

[2] Arrête préfectoral n° 32-06AI du 24 juillet 2006

**Pl.** : 4 projets d'arrêtés préfectoraux complémentaires

### **I. Présentation du contexte**

Au cours des dernières années, plusieurs situations conjoncturelles (crises sanitaires, arrêts techniques imprévus ou prolongés, épisodes de contaminations de culture...) ont conduit les exploitants des UVED du Finistère à demander à plusieurs reprises, des autorisations exceptionnelles de déroger aux critères de typologie et/ou d'origine géographique des déchets traités sur sites.

Ces situations doivent pouvoir être anticipées afin que les filières de traitement les plus appropriées puissent être mobilisées dans les meilleurs délais en cas d'urgence, et dès lors qu'il n'existe aucune contre-indication technique et/ou environnementale.

Afin de simplifier les démarches administratives récurrentes, souvent urgentes, à mener lors de ces situations qui, sur le fond, ne génèrent pas d'inconvénient ou danger nouveau pour les installations concernées, il est proposé d'en encadrer les conditions de gestion par arrêté complémentaire.

Cette proposition s'appuie notamment sur le Plan Régional pour la Prévention et la Gestion des Déchets (PRPGD) de la région Bretagne qui prévoit en page 143 de son tome A la « facilitation de la mutualisation des outils de traitement et de coopération entre territoires », et incite de ce fait à la solidarité régionale.

De plus, par ses courriers du 28 février 2022 et du 17 décembre 2024 respectivement adressés au président du SIRCOB (Syndicat Intercommunal de Répurgation du Centre-Ouest Bretagne) et au président du SIDEPAQ, la Région Bretagne confirme cette position en rappelant que « le PRPGD priorise la valorisation des déchets sur le territoire breton et encourage la mutualisation et la coopération entre collectivités, notamment sur les outils de traitement ».

Le présent rapport propose ainsi un arrêté modificatif pour :

- l'UVED exploitée par le SIDEPAQ à Briec (n° AIOT : 0005500616),
- l'UVED exploitée par SOTRAVAL à Brest (n° AIOT : 0005500610),
- l'UVED exploitée par le SIRCOB à Carhaix (n° AIOT : 0005500607),
- l'UVED exploitée par VALCOR à Concarneau (n° AIOT : 0005500708).

Ce besoin est à nouveau exprimé par une demande du SIDEPAQ transmise au préfet du Finistère le 9 décembre 2024, présentée ci-après.

## **II. Demande particulière du SIDEPAQ du 9 décembre 2024**

Par arrêté préfectoral consolidé du 24 juillet 2006 en référence [2], le Syndicat Intercommunal pour l'Incinération de Déchets du Pays de Quimper (SIDEPAQ) est autorisé à exploiter une unité de valorisation énergétique de déchets (UVED) au lieu-dit "Lumunoch" sur la commune de BRIEC.

Cette unité est autorisée pour un fonctionnement de capacité horaire maximale de 8 t/h (2 lignes à 4t/h), lequel induit une capacité annuelle maximale de 67 300 t (dont 2500 t de boues de station d'épuration) de déchets incinérés sur la base d'une durée de fonctionnement de 8100 h/an.

L'article 8.2 de l'arrêté préfectoral en référence [2] prévoit que l'origine géographique des déchets réceptionnés sur le site pour traitement est limitée aux départements du Finistère, du Morbihan et des Côtes d'Armor, et qu'exceptionnellement des déchets provenant d'autres départements pourront être admis, après accord préalable au cas par cas, du préfet du Finistère.

Les flux traités par l'UVED de BRIEC (exception faite des boues de STEP de Quimper), sont pour une large majorité les déchets des ménages et d'activités économiques produits sur le territoire du SIDEPAQ. A ce jour, les déchets traités proviennent quasi-exclusivement du Finistère.

Par courrier au préfet du 9 décembre 2024, l'exploitant a transmis une demande visant à lui permettre de recevoir une partie des tonnages déviés en raison de travaux en cours sur le site de traitement d'ordures ménagères exploité par le SMICTOM Centre Ouest Ille et Vilaine à Gaël (35290).

En avril 2024, le SMICTOM Centre Ouest Ille et Vilaine a engagé des travaux de construction d'une alvéole de stockage des déchets issus de leur unité de traitement par tri mécano-biologique du site de Point Clos à Gaël (35290).

Ces travaux devaient être achevés fin juillet 2024 et l'alvéole devait être mise en service au début du mois d'août 2024. Cependant à la suite de plusieurs périodes d'intempéries ayant retardé le chantier à tous les stades de son avancement, les travaux ne sont toujours pas terminés à ce jour.

Le SIDEPAQ a ainsi été sollicité pour traiter dans l'UVED de Briec les refus légers de l'installation exploitée sur la commune de Gaël.

La demande porte sur une quantité d'environ 1150 tonnes soit environ 50 t/semaine, à compter de fin 2024.

Le présent rapport vise également à statuer sur cette demande qui entre dans le cadre des situations évoquées au chapitre I, en tenant compte des éléments de contexte transmis par le SIDEPAQ, et au regard du cadre réglementaire en vigueur.

### **III. Analyse de la demande du SIDEPAQ**

L'UVED que le SIDEPAQ exploite à Briec a la capacité de traiter les 1150 tonnes dévoyées par le SMICTOM à raison d'environ 50 t/semaine, sans dépasser les limites techniques et administratives fixées par l'arrêté préfectoral en référence [2]. d'acceptation du site. Ce cas de figure (élargissement de la zone de chalandise du site) est prévu par l'article 8.2 de cet arrêté, à la condition toutefois que la demande ait fait l'objet d'un accord préalable, émis au cas par cas, par le préfet du Finistère.

Au plan technique, la demande porte sur des refus de tri, c'est-à-dire des déchets comparables aux déchets habituellement traités sur le site, les caractéristiques des refus de tri étant similaires à celles des déchets ménagers.

Considérant les orientations du Plan Régional pour la Prévention et la Gestion des Déchets (PRPGD) de la Région Bretagne évoquées au chapitre I du présent rapport, l'élargissement de l'origine géographique des déchets traités apparaît, sous certaines conditions de proximité relative et de circonstance, compatible avec le PRPGD.

### **IV – Référentiel applicable aux modifications sur un site soumis à autorisation**

#### **IV.1 ) Cadre législatif : L 181-14 code environnement**

*« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.*

*En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31.*

*L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.»*

#### **IV.2 ) Cadre réglementaire : R.181-46 du code de l'environnement**

*« I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*

- 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2;*
- 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement;*
- 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.*

*La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.*

*II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.*

*S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.»*

Pour l'application du point I.1 de l'article précité, l'article R.122-2 du code de l'environnement indique :

*« II. Les modifications ou extensions de projets déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils font l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas.*

*Les autres modifications ou extensions de projets soumis à évaluation environnementale systématique ou relevant d'un examen au cas par cas, qui peuvent avoir des incidences négatives notables sur l'environnement sont soumises à examen au cas par cas.*

*Sauf dispositions contraires, les travaux d'entretien, de maintenance et de grosses réparations, quels que soient les projets auxquels ils se rapportent, ne sont pas soumis à évaluation environnementale. »*

## **V – Analyse de l'inspection des ICPE sur le caractère substantiel ou non de la modification**

### **V.1) Classement ICPE et IOTA**

La modification porte sur l'origine et/ou la typologie des déchets traités sur le site. En limitant cette dernière à des déchets non dangereux, elle est sans incidence sur les rubriques ICPE et IOTA et n'entraîne aucune modification du tableau de classement du site.

Dès lors, il ne s'agit pas d'une extension au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Une telle modification n'induit pas :

- de transfert de l'installation sur un autre emplacement,
- de changement du régime de classement du site, ni d'assujettissement à la directive IED (le site est déjà assujetti et la capacité horaire maximale demeure inchangée) et/ou SEVESO,
- de nouvelles rubriques impliquant un classement,
- de nouveau danger et/ou inconvénient significatif pour l'environnement et/ou les personnes,
- de modification de la quantité maximale de déchets instantanément présente, ni de la capacité horaire de traitement de l'UVED,

Il s'agit donc d'une modification non-substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

### **V.2) Positionnement par rapport au R.122-2**

La modification envisagée ne justifie pas la réalisation d'une étude d'impact dans la mesure où elle n'induit pas d'inconvénient nouveau par rapport à ceux pris en compte lors de la délivrance de l'autorisation initiale.

### **V.3) Dangers et inconvénients supplémentaires par rapport aux intérêts visés par l'article L.181-3**

La modification envisagée n'est pas non plus susceptible d'entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires vis-à-vis des intérêts visés par l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

## VI. Propositions

Considérant :

- que la modification ne nécessite pas d'augmentation des capacités de traitement du site du SIDEPAQ, ni d'accroissement de la capacité annuelle autorisée fixée à 67 300 t/an,
- que les quantités de déchets traitées chaque année dans l'installation de Briec sont significativement inférieures à la limite fixée par l'arrêté préfectoral en référence [2],
- que la demande du SIDEPAQ s'inscrit pleinement dans les orientations fixées par le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de Bretagne et qu'elle est compatible avec les principes de priorisation prévus à l'article L 541-1 du code de l'environnement,
- que cette demande a fait l'objet d'un avis favorable du Conseil Régional exprimé par courrier en date du 17 décembre 2024,
- qu'une demande similaire formulée par le SIRCOB, a fait l'objet d'un avis favorable du Conseil Régional exprimé par courrier en date du 28 février 2022,

L'inspection des installations classées estime que la demande formulée par le SIDEPAQ est recevable. Elle propose de plus d'anticiper les éventuelles demandes comparables à venir, en les encadrant par arrêté préfectoral complémentaire tel que proposé dans le projet joint.


Comme évoqué au chapitre I, cette proposition est étendue aux trois autres unités finistériennes de valorisation énergétique des déchets.

In fine, sont ainsi concernées :

- l'UVED exploitée par le SIDEPAQ à Briec (n° AIOT : 0005500616),
- l'UVED exploitée par SOTRAVAL à Brest (n° AIOT : 0005500610),
- l'UVED exploitée par le SIRCOB à Carhaix (n° AIOT : 0005500607),
- l'UVED exploitée par VALCOR à Concarneau (n° AIOT : 0005500708).

Par échanges de courriels entre le 13 et le 24 janvier 2025, les 4 exploitants suscités ont été consultés et ont pu faire part de leurs observations à l'inspection des installations classées qui a, lorsque nécessaire, fait évoluer les projets joints en conséquence.

Considérant les aspects évoqués supra, l'inspection considère que ces projets d'arrêté ne requièrent donc pas l'avis du CODERST, comme prévu par l'article R 181-45 du code de l'environnement.

Rédigé par	Vérifié par	Approuvé par
<p>L'inspecteur de l'Environnement, Spécialité Installations Classées</p>  <p>Etienne PEQUEREAU</p>	<p>L'inspectrice de l'environnement, spécialité installations classées</p>  <p>Delphine OGEZ</p>	<p>La cheffe de division Risques Chroniques Vincent Sylvestre Sylvie Vincent</p> <p>2025.02.0 6 15:53:13 +01'00'</p>
<p>Vu et transmis pour approbation, Le chef d'unité départementale</p>  <p>Eric GAUCHER</p>		

République Française  
**ARRÊTÉ COMPLEMENTAIRE N ° ... du .....**

**Modifiant l'arrêté préfectoral n° 32-06Ai du 24 juillet 2006 imposant au Syndicat Intercommunal pour l'Incinération des Déchets du Pays de Quimper (SIDEPAQ) des prescriptions complémentaires concernant l'exploitation de l'unité d'incinération de résidus urbains et assimilés située ZA de Lumunoc'h à BRIEC de l'ODET et autorisée par l'arrêté n°186-93A du 7 décembre 1993 modifié, en vue de modifier les conditions d'acceptation des déchets à traiter**

**Le Préfet du Finistère**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et le titre IV du livre V relatif aux déchets ;
- VU** l'arrêté du 20/09/02 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- VU** l'arrêté du 12/01/21 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- VU** l'arrêté préfectoral n° 93-2364 du 7 décembre 1993 autorisant le SIDEPAQ à exploiter une unité d'incinération des ordures ménagères à la zone artisanale de Lumunoc'h à Briec ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 32-06Ai du 24 juillet 2006 imposant au SIDEPAQ des prescriptions complémentaires concernant l'exploitation de l'unité d'incinération de résidus urbains et assimilés située ZA de Lumunoc'h à BRIEC et autorisée par l'arrêté du 7 décembre 1993 susvisé ;
- VU** le courrier du président du SIDEPAQ transmis au préfet du Finistère, le 9 décembre 2024 par lequel le SIDEPAQ demande l'autorisation exceptionnelle de traiter sur son site de Briec des déchets provenant du SMICTOM Centre Ouest Ille et Vilaine ;
- VU** le Plan Régional pour la Prévention et Gestion des Déchets (PRPGD) approuvé par la Région Bretagne adopté le 16 mars 2021 ;
- VU** le courrier du 17 décembre 2024 adressé par la Région Bretagne au président du SIDEPAQ rappelant que « le PRPGD priorise la valorisation des déchets sur le territoire breton et encourage la mutualisation et la coopération entre collectivités, notamment sur les outils de traitement » et apportant son soutien à la demande du SIDEPAQ ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement, en charge des installations classées (DREAL-BRETAGNE) en date du ... transmis le ... ;

**CONSIDERANT** que la demande formulée par le SIDEPAQ concerne des déchets en tous points similaires aux déchets habituellement traités par le site et ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R 122-2 du code de l'environnement ;